



CHAPITRE 135

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Beauce

[Sanctionnée le 28 janvier 1954]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et pour la période qu'il leur plaira, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses modifications), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce, quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la municipalité scolaire du village de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce.

CHAPTER 135

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the village of St. Joseph de Beauce

[Assented to, the 28th of January, 1954]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the village of St. Joseph, in the county of Beauce, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient and that it has become necessary to increase them;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of the village of St. Joseph, in the county of Beauce, may, by resolution, impose and levy, from the coming into force of this act and for such period as they wish, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipality of the village of St. Joseph, in the county of Beauce.

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses modifications.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments. Levy, etc.

Conventions autorisées.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. Agreements authorized.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses modifications).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments). Stipulation.

Droits dévolus.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi et à se prévaloir de l'article 39c, chapitre 19, Statuts 1950 (Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu).

Such agreements may authorize the Controller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act and to avail himself of section 39c of chapter 19 of the Statutes of 1950 (An Act to amend the Provincial Revenue Act). Rights transferred.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941 et ses modifications (Loi de l'impôt sur la vente en détail) et l'article 39c du chapitre 19, Statuts 1950 (Loi modifiant la Loi du contrôle du revenu) sont déclarés applicables à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles, en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941 and its amendments (Retail Sales Tax Act) and section 39c of chapter 19 of the Statutes of 1950 (An Act to amend the Provincial Revenue Act) are declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Prescription.

5. Le droit de percevoir la présente taxe se prescrira par cinq ans, à compter de la date où elle est exigible.

5. The right to collect such tax shall be prescribed by five year from and after the date when it is exigible. Prescription.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.